PROCES VERBAL DU CONSEIL DU 19 MARS 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 19 mars à 19 heures 00.

Le conseil municipal de la commune de Savignac-les-Eglises dûment convoqué, s'est réuni en session Ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Evelyne **ROUX**, Maire.

Date de la convocation du conseil municipal : 13 mars 2025.

Présents : Evelyne ROUX Maire, Sonia JEAN Adjointe, Patrick MARSAC adjoint, Xavier OTERO adjoint, Olivia DUBREUIL, Hervé ROGATION, Marie-Christine BAZINE, Christophe BESSON, Hervé SPEYBROEK.

Excusés :

Olivier LESERNE donne pouvoir à Hervé ROGATON
Julien MARIETTA-TONDIN donne pouvoir à Evelyne ROUX
Jean-Claude PINAULT donne pouvoir à Sonia JEAN

Secrétaire de séance : Sonia JEAN

Quorum : Avec 9 présents sur 12 membres, le quorum est atteint.

ORDRE DU JOUR :

Fonctionnement

- Approbation du Compte rendu du 21/02/2025
- Personnel
- Réforme de l'apostille et légalisation des actes

Finances

- Budget principal-Compte Financier Unique
- Budget principal-Affectation de résultat
- Vote du budget principal
- Travaux 2025
- Convention Mayac/Saint-Vincent-sur-Isle
- Travaux : choix des entreprises pour les travaux de l'école
- Demande financière pour un voyage
- Remboursement de frais

Questions diverses

- Questions diverses

FONCTIONNEMENT

DELIBERATION 01 - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU 21/02/2025

Le compte rendu de la séance du conseil du 21 février 2025 a été adressé par mail aux conseillers municipaux.

Madame le Maire leur demande s'ils ont des observations sur ce compte rendu.

- **Approuvent** le compte rendu de la séance du 21 février 2024.

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 02- REFORME DE L APOSTILLE ET LEGALISATION DES ACTES

Suivant décret n°2024-1200 du 12 décembre 2024 modifiant le décret n°2021-1205 du 17 septembre 2021 relatif à la légalisation de l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises.

Le Maire informe l'assemblée qu'à compter du 15 mars 2025, toutes les communes devront désigner un référent dédié à l'apostille et à la légalisation des documents administratifs.

Cette nouvelle obligation découle de la Réforme destinée à simplifier et sécuriser les démarches des administrés souhaitant faire reconnaître leurs documents officiels à l'étranger.

Le Maire rappelle la définition de l'apostille : il s'agit d'un dispositif de certification de l'authenticité d'un document public destiné à être utilisé dans un pays étranger, signataire de la Convention de la Haye du 5 octobre 1961 et ce, dans un but de réduction des délais d'obtention.

A noter que la légalisation d'un acte est nécessaire pour les pays non signataires de la Convention de la Haye. La présente démarche est généralement assurée par le Ministère des Affaires étrangères ou par les Ambassades ou Consulats concernés : elle consiste à authentifier la signature, la qualité du signataire et le sceau ou timbre apposé sur le document.

Le Maire expose les missions de la commune :

- **Nommer un référent** avant le 15 mars 2025 et en informer la Préfecture
- **Mettre en place une communication claire** sur les nouvelles procédures via les supports municipaux (affichage, site internet, bulletin municipal)
- **Former le référent dédié** aux nouvelles obligations et procédures afin de garantir un accompagnement de qualité aux administrés
- **Transmettre les coordonnées du référent communal au Conseil supérieur du notariat** : à l'adresse mail suivante apostille.mairie@notaires.fr

Ainsi, les notaires pourront aisément vérifier si la signature figurant sur un document est conforme ainsi que la qualité du signataire. Cette base de données ainsi constituée, sera directement alimentée par les communes. Les référents auront accès au portail national afin d'y verser les signatures et qualités des élus et agents concernés.

Le Maire expose les missions du référent communal désigné qui :

- Centralise les demandes d'apostille et de légalisation présentés par les administrés
 - Assure un rôle de conseil en informant les citoyens sur les démarches à suivre
 - Se coordonne avec les notaires (pour les actes notariés) ou avec la Cour d'Appel compétente (pour les autres documents) afin de garantir un traitement rapide et efficace des demandes.
-
- **Désignent** MME Sonia JEAN en qualité de référent dédié à l'apostille pour la commune de Savignac les Eglises

Adoptée à l'unanimité

PERSONNEL

DELIBERATION 03 - CREATION EMPLOI REDACTEUR

Le Maire expose aux membres du conseil municipal que les délibérations du conseil municipal en date du 19/01/2006 et 16/05/2008 doivent être complétées et actualisées vu les nouveaux textes de loi, Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8 7°

Sur proposition du maire,

- **Décident**, la création à compter du 1^{er} avril 2025 d'un emploi rédacteur relevant de la catégorie hiérarchique B à temps complet

- **Décident** que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée (3 ans) compte tenu des difficultés de recrutement rencontré par la commune de Savignac les Eglises (annonce publiée sur l'emploi territorial et aucune candidature ne correspondant au profil du poste).
Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.
- **Disent** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.
- **Mandatent**, le Maire pour appliquer cette décision et signer tous les documents s'y rapportant,

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 04 - CREATION EMPLOI ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

Le Maire rappelle que conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures et minutes,

Compte tenu qu'un agent peut prétendre à un changement de grade, il convient de créer celui-ci.

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps non complet 1^{ère} classe à raison de 33 h hebdomadaires, à compter du 1^{er} septembre 2025 .

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques relevant de la catégorie hiérarchique C.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

- **Décident**, de la création d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps non complet 1^{ère} classe à raison de 33 h hebdomadaires
- **Fixent** la date d'effet au 1^{er} septembre 2025.
- **Mandatent**, le Maire pour appliquer cette décision et signer tous les documents s'y rapportant,
- **Certifient** sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 05 – CREATION DE POSTE

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8 2°

Le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'un accroissement du travail au secrétariat est manifeste. Le Maire propose dans un premier temps de créer un emploi à temps partiel et pourvu par un contractuel afin de s'assurer de la pérennité de cet accroissement.

En conséquence, Le Maire propose la création d'un poste d'agent administratif territorial à temps partiel.

- **Décident**, de la création à compter du 01/06/2025, un emploi d'adjoint administratif territorial dans le grade de catégorie hiérarchique C, à temps non complet pour 17h30 pour exercer les missions définies dans ce cadre de fonctions.
- **Décident** que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire mais qu'il pourra aussi être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 332-8 2° du code général de la fonction publique. En effet, cet agent contractuel serait recruté pour une durée déterminée (maximum trois ans) compte tenu des besoins du service. Le contrat de cet agent sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder six ans.
- **Disent** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.
- **Mandatent**, le Maire pour appliquer cette décision et signer tous les documents s'y rapportant,

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 06- MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS

Le Maire fait un rapport sur la situation de l'ensemble du personnel de la commune.

Tout d'abord elle tient à préciser qu'elle suit tout particulièrement les tâches de chacun au quotidien en liaison, pour les services techniques, avec l'adjoint en charge de cette mission.

Outre le déroulé des carrières, avec des avancements d'échelon voir de grade, l'obtention de prime dans le respect des règles fixées par la loi, il est apporté un grand soin dans les modalités du travail.

Une attention particulière est apportée aux conditions d'exercice de leur emploi.

C'est ainsi que des efforts sont faits au niveau du matériel à l'école et à la cantine, au service technique (avec l'achat important en 2024 de matériel) mais aussi pour leur local. C'est ainsi qu'ils ont été dotés d'une machine à laver pour leur tenue règlementaire, fournie par la commune, les locaux ont été améliorés.

Actuellement le service technique se compose de :

- Deux agents titulaires placés en disponibilité en attente de leur mise à la retraite pour invalidité
- Deux agents contractuels en remplacement
- Un agent contractuel pour accroissement de travail

Le service scolaire se compose de :

- Un agent titulaire responsable du personnel en restauration scolaire
- Un agent titulaire en renfort classe maternelle et garderie
- Deux agents contractuels

Le service administratif se compose de :

- Un agent titulaire
- Deux agents contractuels

Compte tenu des décisions prises par le conseil municipal, le Maire propose de modifier le tableau des effectifs pour intégrer les créations demandées.

- **Décident** de modifier ainsi le tableau des emplois à compter du 01/04/2025
- **Inscrivent** au budget les crédits correspondants aux chapitres prévus à cet effet.
- **Mandatent** le Maire pour appliquer cette décision et signer tous les docs s'y rapportant.

Adoptée à l'unanimité

FINANCES

DELIBERATION 07- BUDGET PRINCIPAL : COMPTE FINANCIER UNIQUE

Le Conseil Municipal examine le Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du budget principal dressé par Evelyne Roux qui s'établit ainsi :

Section fonctionnement :

Dépenses de fonctionnement :	878 079.78€
Recettes de fonctionnement :	1 044 325.61€
Résultat de l'exercice :	166 245.83€
Résultat reporté 2023 :	495 823.81€
Soit un excédent de fonctionnement de	662 069.64€

Section d'investissement :

Dépenses d'investissement :	324 065.18€
Recettes d'investissement :	432 819.52€
Résultat de l'exercice (excédent) :	108 784.34€
Résultat reporté 2023 (déficit) :	205 394.07€
Déficit 2024 :	96 639.73€

Après cette présentation et avoir répondu à toutes les questions, Madame le Maire quitte la salle. Monsieur Hervé SPEYBROEK prend la présidence.

- **APPROUVENT** le Compte Financier Unique 2024 du budget principal

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 08 – AFFECTATION DE RESULTAT – BUDGET PRINCIPAL

Le Conseil Municipal, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024, Constatant que le Compte Financier Unique :

PRESENTE un excédent de fonctionnement de 662 069.64 €

Considérant les restes à réaliser en dépenses, d'un montant de **101 173.28** euros,

Et les restes à réaliser en recettes, d'un montant de **0** euros,

DECIDE d'affecter le résultat comme suit :

POUR MEMOIRE		
Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)		
Excédent antérieur reporté (report à nouveau créditeur)		495 823.81 €
Virement à la section d'investissement		
RESULTAT DE L'EXERCICE :	EXCEDENT	166 245.83 €

A) EXCEDENT au 31/12/2024 Affectation obligatoire * à l'apurement du déficit (report à nouveau débiteur)	662 069.64 €
* à l'exécution du virement à la section investissement (compte 1068) Solde disponible Affecté comme suit : * affectation complémentaire en réserves (compte 1068) * affectation à l'excédent reporté (report à nouveau crédeur) (ligne 002) Si nécessaire, par prélèvement sur le report à nouveau crédeur pour	 192 446.95€ 464 256.63 €
B) DEFICIT au 31/12/2024 Déficit antérieur reporté (report à nouveau débiteur)	

Reprise sur l'excédent antérieur reporté (report à nouveau crédeur) Déficit résiduel à reporter – budget primitif	

Reprise sur l'excédent antérieur reporté (report à nouveau crédeur) Déficit résiduel à reporter – budget primitif Excédent disponible (voir A – solde disponible)	
C) Le cas échéant, affectation de l'excédent antérieur reporté	

- **APPROUVENT** l'affectation de l'excédent

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 09 – VOTE DU BUDGET : BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1612-1 à L 1612-20 et L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ainsi qu'aux finances communales,
Vu l'avis de la commission des finances du 19/03/2025
Vu le projet du budget principal 2025,

Conformément à l'article L.5217-10-4 du CGCT, le projet de budget a été transmis aux membres du conseil municipal dans le délai prévu par la loi.

Madame le Maire indique qu'il s'agit d'un budget de prudence en investissement car les arrêtés attributifs de subventions ne nous seront communiqués qu'au mois de juin. En fonction de ce que l'état aura retenu au titre de la DETR, nous lancerons les projets après ces notifications et le conseil municipal délibérera sur des délibérations modificatives.

Le secrétariat a travaillé avec les services de la Direction Générales des Finances Publiques : deux points apparaissent à savoir :

- que la commune connaît un ratio de désendettement de 1.3%
- que la commune connaît une capacité d'autofinancement de 21%.

Ces deux chiffres démontrent la bonne santé financière de la commune.

- **APPROUVENT** le budget principal 2025 qui s'équilibre :
 - En section de fonctionnement à la somme de 1 327 196.63 €
 - En section d'investissement à la somme de 905 884.36 €
- **AUTORISENT** Mme le Maire à engager les travaux conformément aux crédits ouverts.

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 10 - TRAVAUX 2025

Madame le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'au budget 2025 section investissement il est donc prévu des travaux pour :

- Aménagement de la cour de l'école (renaturation et gestion intégrée des eaux pluviales),
- Achat de terrain (LOUBERT/Station épuration)
- Eglise : clocher
- Voirie : accès lotissement cimetière, travaux routiers
- Achat de matériel : mobilier mairie et ateliers, salle d'animation, matériel électoral, tables et chaises pour l'école
- Aménagement paysager au cimetière

Elle propose de lancer immédiatement les consultations d'entreprises et les travaux.

- **Donnent** pouvoir à Madame le Maire pour lancer les consultations d'entreprises et la réalisation des travaux,
- **Mandatent** Madame le Maire pour appliquer cette décision et signer tous les documents s'y rapportant.

Adoptée à l'unanimité

DELIBERATION 11 - CONVENTION SAINT-VINCENT-SUR-ISLE

Madame le Maire expose aux membres du conseil municipal qu'il y a lieu de proposer une convention à la commune de SAINT-VINCENT-SUR-ISLE afin de fixer sa participation financière aux frais de fonctionnement de notre école.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26/11 /2019 fixant la participation de ces communes pour l'année 2019, Mme le Maire propose pour l'année 2025 d'appliquer le tarif de 950 €.

- **Décident** de fixer la participation de la commune de SAINT-VINCENT-SUR-ISLE à 950 € par élève présent à l'école,
- **Approuvent** les termes de la convention annexée à la présente délibération,

- **Mandatent**, le Maire pour appliquer cette décision et signer tous les documents s’y rapportant,

Adoptée à l’unanimité

DELIBERATION 12 - CONVENTION MAYAC

Madame le Maire expose aux membres du conseil municipal qu’il y a lieu de proposer une convention à la commune de MAYAC afin de fixer sa participation financière aux frais de fonctionnement de notre école.

Vu l’arrêté préfectoral en date du 26/11 /2019 fixant la participation de ces communes pour l’année 2019, Mme le Maire propose pour l’année 2025 d’appliquer le tarif de 950 €.

- **Décident** de fixer la participation de la commune de MAYAC à 950 € par élève présent à l’école,
- **Approuvent** les termes de la convention annexée à la présente délibération,
- **Mandatent**, le Maire pour appliquer cette décision et signer tous les documents s’y rapportant,

Adoptée à l’unanimité

DELIBERATION 13 – RENATURATION DE LA COUR DE L’ECOLE

Madame le Maire expose aux membres du Conseil que la commission d’appel d’offre s’est réunie le 17/03/2025 en présence de Mme VIGIER Marine, maître d’œuvre pour les travaux de renaturation de la cour de l’école.

Lot 1 : 3 entreprises étaient en concurrence

-COLAS :	41 635.40 €HT
-SERRA :	42 586.00 €HT
-SINECIS :	29 450.10 €HT

Cette dernière est déclarée « offre irrégulière ». En effet, elle n’a pas répondu aux demandes d’informations demandées par l’architecte.

Lot 2 : 4 entreprises étaient en concurrence

-SERRA :	32 164.00 €HT
-JARROUSSIE :	35 665.71 €HT
-SINECIS :	19 587.00€HT
-JARDINATURE :	43 706.66 €HT

La présentation de SINECIS est jugée irrégulière. En effet, elle n’a pas répondu aux demandes d’informations demandées par l’architecte.

Lot 3 : 1 entreprise présente son chiffrage

-OSIER ETC :	18 812.00 €TTC
--------------	----------------

Après analyse des offres, la commission préconise de retenir :

Lot 1 :	-COLAS :	41 635.40 €HT
Lot 2 :	-SERRA :	32 164.00 €HT
Lot 3 :	-OSIER ETC :	18 812.00 €TTC

Il est à noter que l’ensemble des offres est en dessous des estimations de l’architecte paysagiste.

La commission d'appel d'offres préconise :

-Pour le lot 1 : COLAS

-Pour le lot 2 : SERRA

-Pour le lot 3 : OSIER ETC

- **Décident** de retenir les entreprises proposées par la commission d'appel d'offres
- **Mandatent**, le Maire pour appliquer ces décisions et signer tous les documents s'y rapportant,

Adoptée à l'unanimité

QUESTIONS DIVERSES

DELIBERATION 14 - QUESTIONS DIVERSES

- **Conseil d'école : Inquiétude relative au positionnement du DAB** : le Maire présente le mail reçu d'un parent délégué qui fait part de l'inquiétude de certains parents au sujet du positionnement du DAB. Le choix du lieu semble les interpeller.
- **Appel d'offre Bar** : a été annulé et on relance l'appel d'offres.
- **Maison de santé** : Mme le Maire informe le conseil municipal que Mme CAPY, infirmière a terminé le dossier de labellisation de la maison de santé qu'elle a souhaité transmettre à l'ARS. Mme BRAZZOROTTO lui a indiqué qu'elle souhaitait rencontrer tous les professionnels de santé avant le dépôt du dossier.
- **Cars & Coffee** : le Maire évoque le succès de cette dernière manifestation.

- **Prennent** acte de ces informations et félicitent Mme le Maire pour son action essentielle dans tous ces dossiers.

Adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h00

PV arrêté en date du 19 mars 2025

Le Maire
Evelyne ROUX